

Le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	FEVRIER 1963 — 7 ^{ME} ANNEE — N° 62		Le numéro
		Abonnement de soutien	10 F - 100 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
	Abonnement annuel	5 F - 50 F.B.		
		LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert	C.C.P. 2202 22 MARSEILLE

La renaissance du socialisme prolétarien commence par la rupture de la mortelle alliance avec les classes moyennes !

Sept mois après la crise, le camp gouvernemental ne manque pas une occasion de proclamer que la société française a échappé à un terrible péril. Dans le camp opposé, le P. C. F. lui fait écho en continuant sa grande campagne de mai-juin contre « l'aventurisme de gauche ». Cette double campagne d'intoxication tend à dissimuler un fait capital : malgré son ampleur, l'agitation de mai-juin n'a à aucun moment menacé l'Etat capitaliste, et donc l'ordre bourgeois.

Pour cela, il aurait fallu des actions offensives auxquelles seule une classe ouvrière revenue de toutes les illusions sur la possibilité d'atteindre le socialis-

me par une lutte de toutes les classes populaire, et donc organisée en parti révolutionnaire, aurait pu avoir recours. En mai-juin, la classe ouvrière française n'en était encore pas là : elle en était seulement à tenter de traduire dans la réalité et dans la lutte cette union de « toutes les couches anti-monopolistes » que depuis des années le P. C. F. lui présente comme la condition de son émancipation. C'est ce que montre la promptitude admirable avec laquelle elle saisit le prétexte de la rébellion étudiante pour entrer en lice, et tenter de régler ses propres comptes non seulement avec le patronat, mais avec le gouvernement haï. C'est ce que montre aussi la

confiance naïve dans le succès qui la remplit à peine eut-elle réalisé qu'après tant et tant d'années d'impuissance, elle avait réussi une grève générale. Puis, qu'au même moment une fraction des classes moyennes menait une violente agitation contre le gouvernement, « l'union dynamique de toutes les forces anti-monopolistes » qui n'avait jamais été qu'une phrase, n'était-elle pas devenue une réalité ? N'était-ce pas là une garantie certaine de victoire ? Hélas, il lui fallut bien déchanter : non seulement le gouvernement ne tomba pas, mais le P. C. F. s'acharna à la convaincre que par « union de tout le peuple

dans la lutte », il fallait entendre la renonciation à toute lutte et l'alliance purement électorale du P. C. F. et des partis de la démocratie petite-bourgeoise réactionnaire. C'est ce qu'il fit lorsque, devant les barricades étudiantes, il se répandit en cris hystériques contre la « provocation », lorsqu'il utilisa l'appareil syndical pour boucler les grévistes dans leurs usines tout comme on boucle les soldats dans les casernes en cas d'agitation de rues, lorsqu'il réclama des élections pour mettre un terme à la grève politique et enfin lorsqu'il fit retomber sur la lutte réelle la responsabilité de la défaite électorale.

Tout se passait donc comme si, étant parfaitement d'accord sur le but (la chute du « gouvernement des monopoles ») et sur les moyens (l'union dynamique de toutes les forces anti-monopolistes), le P.C.F. avait voulu montrer la supériorité de la phrase sur l'action et la classe ouvrière celle de l'action sur la phrase. Cette apparence provient d'un fait bien simple et mille fois constaté dans l'histoire : tandis que la classe ouvrière est irrésistiblement poussée à lutter (de la façon que ses illusions le lui dictent, bien entendu !) le parti opportuniste ne songe qu'à l'empêcher de venir troubler ses combinaisons électorales et surtout de dépasser les limites compatibles avec l'ordre. La position du P. C. F. était donc doublement incommode. Pour ne pas avouer sa trahison de la cause qu'il affectait lui-même de défendre (sans même parler de la cause prolétarienne !) force lui fut de renoncer à « prouver » plus longtemps que les mots valent mieux que les actes. Dans les thèses kilométriques consacrées après coup aux « enseignements de Mai » (Rapport Waldeck - Rochet au C.C. de Champigny des 5-6 décembre 1968), il reconnut donc « le rôle extrêmement important que les grèves économiques et les grèves politiques peuvent, en se combinant avec d'autres formes de luttes jouer... dans la lutte (sic NDR) pour l'avènement d'un gouvernement anti-monopoliste », tout comme si jamais il n'avait bavé sa haine sur les « enragés » des classes moyennes, lancé les flics du « gouvernement des monopoles » contre les « gauchistes » ni surtout ordonné aux ouvriers de « résister à la provocation ». Mais cet « heureux », ce « glorieux » avènement ne s'étant justement pas produit, toute la

grande leçon se réduit en fin de compte à cette tautologie bien plate : sans grèves économiques et politiques et sans d'autres formes d'affrontement, on ne peut même pas prétendre qu'il y a « lutte » ; dans le cas contraire, ça devient permis. Admirable clairvoyance ! Pour comprendre ça, la classe ouvrière n'avait nul besoin du P. C. F. : c'est au contraire elle qui l'a contraint à le reconnaître... du bout des lèvres.

Ceci dit, le véritable problème reste entier. En juin 1968, la classe ouvrière a fait une constatation troublante : même « la plus grande grève que notre pays ait connue » n'avait pas suffi à faire tomber le « gouvernement des monopoles » ! Elle a senti alors la profondeur de l'antagonisme entre Capital et Travail que le rôle de l'opportunisme est de minimiser — et elle l'a d'autant mieux senti qu'elle avait été plus fière (et à juste titre) de sa grève générale. Aujourd'hui encore, alors que toutes les autres classes de la société se sentent providentiellement sauvées, elle, elle se sent confusément battue. Ce qu'elle attend, ce qu'elle serait en droit d'attendre de « son » parti, c'est qu'il lui explique les raisons de la défaite, qu'il lui trace des perspectives claires d'avenir, c'est-à-dire qu'il lui démontre comment l'échec d'hier peut et doit devenir le succès de demain. Non seulement le P. C. F. ne peut remplir cette tâche, mais il ne peut même pas l'affronter. Il ne peut pas expliquer la vérité fondamentale de ce « socialisme scientifique » qu'il bafoue et trahit : tant que la classe ouvrière poursuit la chimère de s'émanciper en accord avec tout

(Suite en page 4)

Quand les représentants du capital remercient la C.G.T. de ses services

Le 12 décembre dernier, M. Dreyfus, président directeur général de la Régie Renault, signifiait aux organisations syndicales de son entreprise, son refus de reconduire les accords contractuels appliqués depuis 1953. Il s'en est expliqué dans une communication qui présente pour nous cet intérêt de montrer (involontairement, il est vrai) comment les syndicats ont trahi les intérêts des ouvriers et pratiqué une véritable collaboration de classe en concluant de tels accords.

Pourquoi le président directeur général de Renault ne veut plus collaborer aujourd'hui, nous allons le voir ; en tout cas, son refus porte un coup mortel à la démagogie effrénée qui depuis plus de vingt ans invitait le public à admirer la politique sociale progressiste de la grande Régie nationale.

Au paragraphe 1 de sa communication aux syndicats, M. Dreyfus définit de la façon suivante le but des accords Renault :

« Il y a 13 ans, j'ai proposé aux organisations syndicales d'entrer dans une politique contractuelle dans laquelle nous examinerions avec elles ce que la Régie pouvait espérer faire, en un laps de temps déterminé, dans le sens de l'amélioration des conditions de travail ou de rémunération, étant entendu qu'il fallait que l'entreprise tourne le mieux possible. Cela voulait dire un engagement précis, contractuel de la part des organisations syndicales à nous aider, car le bon sens indique que, pour être capable de dégager des ressources supplémentaires permettant d'améliorer les rémunérations ou les conditions de travail, encore faut-il gagner cet argent... Les organisations syndicales s'efforcèrent d'aider à la bonne marche de l'entreprise, certes en veillant à ce que nos engagements soient tenus, mais bien entendu, en sachant que, pour que le contrat s'exécute, il fallait d'abord produire et vendre des automobiles. »

A l'époque de la « reconstruction », la C.G.T. et le P.C.F. en disaient autant, mais en cinq mots seulement : « Produire d'abord, revendiquer ensuite ». A la même époque, les directions syndicales « adèrent » en effet puissamment l'entreprise Renault (et toute la grande entreprise capitaliste France) en faisant voter par les ouvriers eux-mêmes le principe de l'allongement de la durée du travail, sous prétexte de leur faire approuver l'augmentation de 25 pour cent du salaire au-delà de 40 heures et de 50 pour cent au-delà de 48 heures. Politique de simple bon sens ! proclame aujourd'hui Dreyfus. Et quand on les accuse de collaboration de classe, les directions syndicales et le P.C.F. répètent avec rage : « Mais non ! Politique de simple bon sens ! ».

Le malheur, c'est que le bon sens des ouvriers conscients des intérêts de leur classe, c'est-à-dire aspirant à l'élimination du capitalisme n'est ni ne sera jamais le bon sens des P.D.G. du Capital. Pour les P.D.G., « il tombe sous le sens » que si les ouvriers veulent gagner plus, ils doivent commencer par travailler davantage, que l'augmentation de salaire sans augmentation préalable de la production et de la productivité conduirait la classe ouvrière à la ruine en ruinant l'économie nationale. Mais pour les P.D.G., la seule économie possible est l'économie capitaliste ; et elle est aussi leur seule raison d'être, comme le profit est la seule raison d'être de la production bourgeoise. L'Ouvrier moderne, lui, ne peut pas admettre, du moins consciemment, que sa seule raison d'être soit de produire du profit et du Capital, et encore moins que ce soit la seule raison d'être de toutes les générations ouvrières à venir ! De son point de vue, ce qui « tombe sous le sens », c'est que tant qu'il doit travailler davantage pour voir son salaire augmenter, il n'y a aucun « progrès social » ; tant que son salaire n'augmente qu'autant que la productivité a déjà augmenté, le Capital n'a pas reculé d'un

pouce, ni la classe ouvrière avancé d'un pas. En pratiquant la collaboration de classe, les directions syndicales et le P.C.F. ont foulé aux pieds ce sens prolétarien et fait leur le bon sens des P.D.G. Ils ont fait pire : ils ont agi comme si hors du capitalisme, il n'y avait pas de salut, mais seulement la ruine ; comme si le capitalisme ne devait jamais disparaître, comme si l'esclavage salarié devait être éternel. Ils ont donc renié le socialisme. Ils ont trahi, étouffé dans l'œuf, refoulé jusqu'à ce qu'elle ait apparemment disparu l'aspiration du prolétariat à s'émanciper. Ils ont bien mérité de la bourgeoisie. Dreyfus l'a si bien compris qu'il poursuit :

« Cela s'est ainsi passé pendant des années. Il y a eu, bien entendu, des coups de canif, et quelquefois plus, donnés au contrat... mais nous n'avons pas pour autant rompu le contrat. Je ne l'ai pas fait parce que je savais, au début surtout, que ce que nous avions essayé de faire en commun, c'était quelque chose de relativement nouveau en France... qu'il fallait que les Organisations Syndicales puissent prendre confiance dans la Direction ».

« Puis les circonstances sont devenues plus difficiles... nous avons vu le marché français accueillir de plus en plus de voitures étrangères... Il est arrivé alors à plusieurs reprises

(Suite page 2)

**REUNION DE LECTEURS
A PARIS**
**III^e GUERRE MONDIALE OU
révolution internationale**
Le vendredi 7 février, à 21 heures
Salle Lancry — 10, rue de Lancry (X^{me})
ENTREE SUR INVITATION
(Le présent journal tient lieu d'invitation)

LE PROLETAIRE
dans la région
parisienne
Notre journal est en vente dans les kiosques des principales gares de Paris et de la banlieue ; dans les bibliothèques de Métro de tous les terminus, de toutes les Portes de Paris et des principales correspondances.

(Le début de cet article est paru dans les numéros 60 et 61 du « Prolétaire »).

Qu'est-ce que le GAULLISME ?

Fallait-il en effet une sagesse suprême pour découvrir que les affaires de ce capitalisme ne pouvaient plus être sérieusement gérées dans le cadre des culbutes parlementaires de gouvernements impuissants, pour savoir qu'aucune modification technique de l'organisation productive n'est possible s'il suffit de la coalition des **betterviers** pour tenir en échec le pouvoir ? D'autres hommes politiques avaient déjà compris cela. Mais pour que le mécanisme parlementaire hérité de la Quatrième République, lourd, inefficace mais sacro-saint, fût renversé, il ne suffisait pas qu'il ait donné toute la mesure de son impuissance - et, en ce qui concerne les ouvriers, une bonne centaine de députés « communistes » ne s'étaient pas privés de le faire durant une décennie —, mais encore qu'une sérieuse crise politique, comme celle que provoqua la guerre d'Algérie, surgisse. Que désormais, la preuve soit faite de la faillite définitive de la démocratie bourgeoise traditionnelle, l'attitude des antigauillistes actuels, partisans d'un pouvoir stable et fort (ce fut là un argument électoral du P. C. F. !), se prononcent en somme pour le gaullisme... sans De Gaulle, suffit à le démontrer.

Quant aux extravagances nationalistes qu'administrent à longueur d'onde et d'image la radio et la télévision (même dans le domaine du sport !) pouvaient-elle mieux germer que sur le patriotisme forcené et jusqu'aboutiste de la Résistance ? Une bourgeoisie capitaliste décadente pourrait-elle souhaiter meilleure préparation politique et idéologique de ses derniers surmarchés chauvins que la théorie staliniste aberrante qui, définissant le prolétariat comme « classe montante de la Nation », consacre la nation comme cadre historique éternel de toute société, y compris de la société socialiste ?

Il n'est pas jusqu'à l'actuel abaissement idéologique général qui ne soit redevable, en efficacité et en étendue, à l'opportunisme des années 1950, aux « travaux préparatoires » qu'il a accomplis à cette époque. Des millions d'hommes crurent alors que le socialisme signifiait production élevée et que la reprise productive, qui n'était plus vigoureuse à l'Est qu'à l'Ouest que parce que la production y réparait d'un niveau plus bas, était l'indice indiscutable d'une supériorité de système social. Quand on a, comme le reconnaît Barjonet, truqué les chiffres des années durant pour entretenir cette opinion ; quand on a soutenu, au défi des réalités les plus évidentes, l'idée autimarkiste d'une paupérisation absolue du prolétariat occidental, quand on a donné à admirer à ce dernier l'organisation économique d'un pays « socialiste » ne parvenant pas à produire la quantité de blé qui lui était nécessaire, peut-on nier avoir été le plus actif facteur de bêtise politique que l'histoire ait jamais connu ? L'humanité moderne, France gaulliste en bonne place, n'a plus ni réflexe humain, ni conscience sociale élémentaire : elle court les yeux fermés à l'abîme de la guerre et de la crise, elle s'avillit aux passions les plus bestiales et donne toujours la primeur publicitaire au plus sot ou au plus effronté. Ne cherchons pas ailleurs que dans l'inhibition totale de la seule classe révolutionnaire la cause profonde de ce phénomène de décadence et de sénilité historiques. Mais qui donc pouvait à ce point anesthésier le prolétariat, sinon ceux qui propagèrent cet amas d'infantilismes politiques et de contre-vérités flagrantes qu'on administre aux masses, depuis plus de trente ans, sous l'étiquette frauduleuse de « socialisme » ?

O

Le gaullisme ? Simplement la raison sociale de la résurrection momentanée d'un impérialisme déchu. Un système de gouvernement ni

plus ni moins habile que ceux qui, sous d'autres étiquettes, d'autres noms, d'autres képis, président dans tous les pays du monde au renouveau d'un mode de production dont la fontaine de jouvence n'est en rien le génie de ses hommes d'Etat, mais le cloaque immonde du sang et des destructions de la seconde guerre mondiale. Rajeunissement capitaliste, production démultipliée, corruption de la classe ouvrière ; ce processus irrésistible était littéralement inscrit dans l'histoire dès lors que, la révolution internationale étant défaite et son parti dégénéré, l'humanité était livrée désarmée au massacre qui, pour deux décennies au moins, devait liquider l'anarchie économique et la crise de surproduction du capital. Si en France tout cela a été baptisé « gaullisme », c'est avant tout parce que toutes les forces politiques de ce pays s'inclinèrent sans exception devant les valeurs idéologiques archi-usées que de Gaulle symbolisait.

La victoire politique du gaullisme n'est qu'un aspect de détail dans un triomphe général du capitalisme qui ne doit rien aux vertus propres de ce mode de production, mais tout à l'œuvre de destruction systématique du programme et de l'instinct de classe du prolétariat opérée par ceux-là même qui, pour ce qui concerne la France, se proclament ses adversaires les plus farouches du pouvoir d'Etat.

Cette vérité, pour nous évidente depuis longtemps, n'est plus discutable après les épreuves de mai-juin derniers. Ceux dont nous disions il y a quatre ans : « peut-être parviendront-ils à mettre le gaullisme à la retraite », tout en ajoutant « qu'ils ne changeraient rien à rien à l'essentiel de son œuvre, le renforcement de l'Etat », ont depuis fait la preuve qu'ils n'étaient bons, en définitive, qu'à remplir cette dernière fonction : en mai-juin, en effet, ils n'osèrent pas sacrifier à « l'ordre et à la sagesse » (Duclos dixit) l'unique chance qu'ils avaient peut-être de promouvoir cette « rénovation démocratique » qu'ils promettent aux ouvriers depuis dix ans. La pression exercée par les syndicats après Grenelle pour faire reprendre le travail, les professions de foi cardinales au moment où la rue chantait **L'Internationale**, les invectives haineuses envers les « fauteurs de troubles » qui ne se résignaient pas à l'échec de la grève générale, tout ce comportement de juin des antigauillistes les plus affirmés indique clairement à qui le pouvoir gaulliste doit le rétablissement d'une situation politique fort précaire. La force de ce pouvoir repose intégralement, comme celle de tous les Etats capitalistes actuels, sur l'appui déguisé qu'il reçoit de la part des complices qu'il a au sein même du mouvement ouvrier.

Il s'agit précisément de montrer au prolétariat que c'est dans ses propres rangs qu'il doit combattre l'ennemi de classe qui s'y dissimule. La façon même dont le parti gouvernemental a exploité son succès électoral de juin confirme que c'est de ce côté-là que réside la principale cause des « succès » qu'il s'est depuis taillé, notamment en matière de réforme universitaire. Il n'est pas nécessaire en effet, de parler de la classe ouvrière que la scélératesse tactique syndicale des accords séparés et de l'émiettement de la grève a fait retomber, pour un temps indéterminé, dans sa division et son impuissance d'avant-juin. Mais si nous considérons par contre la « réussite » officielle du gaullisme dans les « points chauds » de la crise du printemps dernier, c'est-à-dire à l'Université et dans les lycées, nous constatons sans peine que toutes ses « innovations » sont en réalité tirées du programme de ses propres adversaires. La réforme de l'enseignement n'est qu'une transposition édulcorée des fameuses revendications démocratiques des gauches, lesquelles, en système capitaliste, ne peuvent aboutir, sous une forme ou sous une autre, qu'à cette sélection de la force intellectuelle de travail qui est une exigence impérieuse de la production moderne. La seule différence, sur ce point, entre l'opposition et le pouvoir, également soucieux de grandeur française et de « compétitivité » des produits nationaux, c'est que la première se complait à planer dans les sphères éthérées des belles formules démocratico-électorales, tandis que le second les traduit dans leur prosaïque réalité matérielle de classe. Mais la

cyrique efficacité de l'un serait impossible sans le déploiement des phrases creuses de l'autre.

Que le gaullisme soit bien plus un **enveloppe** qu'un contenu, M. André Malraux l'a formulé un jour d'une façon assez heureuse lorsqu'il a dit qu'il fallait voir surtout un style. Un style, c'est-à-dire une façon de présenter et d'exécuter des choses qui ont existé de tout temps sous la domination du capital. Il est aisé de voir que ce qui relève de l'initiative propre du pouvoir, dans les faciles « victoires » remportées contre l'agitation lycéenne, ou l'inconstance même de l'adversaire, s'inspire directement de la vieille tactique de gouvernement qui consiste à manipuler à la fois la carotte et le bâton. Tandis que M. Edgar Faure réformait « hardiment » l'Université, au scandale feint ou sincère des vieilles barbes vichyste de la majorité, M. Marcelin accitait le recrutement des gendarmes et C. R. S. Transformer les chefs d'établissement en auxiliaires de la délation, truffer les assemblées universitaires de policiers en civil, déplacer des unités pourvues de voitures radio pour neutraliser quelques centaines de potaches, se servir en un mot de l'Etat selon l'usage même pour lequel il est fait, même si cela doit frapper d'apoplexie les démocrates incurables, voilà qui n'est certes pas une nouveauté : la France de ma belle Troisième République, sans parler de celle du second Napoléon, compte dans son histoire un bel assortiment « d'originalités » de ce genre. Ce qui, peut-être, est nouveau, au moins quant à son ampleur et son cynisme, c'est l'impudicité complicité de l'opportunisme ouvrier qui se fait imperturbablement — lui, le « champion des libertés » — devant ce néo-bonapartisme honteux, dont il vituperait, il y a quelques mois à peine, des manifestations bien moins caractéristiques. Là réside essentiellement la force du gaullisme. Mais c'est une force bien connue et qui est commune à

toutes les latitudes, disposent, à cœur même des classes exploitées, tous les pouvoirs d'Etat qui, sous d'auxiliaires inconditionnels et crévés à la cause de l'ordre bourgeois et de la production capitaliste.

Aussi, la lutte à mener contre le capital en France ne passe-t-elle nullement par la dérisoire mascarade qui polarise contre un seul gouvernement, contre une seule fraction de la bourgeoisie toute l'énergie et le combat de la classe ouvrière. Elle doit en premier lieu viser l'opportunisme qui est le soutien le plus efficace de ce même capital.

Que gaullisme et antigauillisme soient les deux faces de la même médaille, deux façons à peine différentes mais complémentaires, de défendre les intérêts fondamentaux de la société capitaliste, c'est le proche avenir qui doit se charger de le démontrer. Pour des raisons bien évidentes, la modernisation tardive du capitalisme français s'effectue sans que la bourgeoisie française dispose de ces structures d'encadrement des ouvriers qui, depuis des décennies, font la solidité des capitalismes anglo-saxons et allemand. Ici, faute de tradition historique, pas d'alternance possible au pouvoir de deux partis puissants chargés à tour de rôle de « sauver la face » du capital. Pas davantage de ces centrales syndicales uniques étroitement ramifiées jusque dans l'appareil d'Etat et qui, en Angleterre, par exemple, distillent depuis trente ans aux salariés les promesses trompeuses des successives « austérités ». Ici, les exigences de la conservation sociale moderne, la Ve République doit les improviser, et avec d'autant plus de hâte que les événements de mai en ont montré l'urgence. Mais ce qui triomphe alors, ce n'est pas la réforme, mais sa caricature : cette « réalisation » doit ruiner tout aussi bien l'idéal de la réforme que sa burlesque ma-

térialisation. La loi universitaire de M. Edgar Faure apparaît dérisoire auprès des revendications étudiantes de mai, mais démontre par là-même leur caractère fantasmagorique. La « participation » gaulliste a le même contenu social de collaboration de classe que le programme de « nationalisation démocratique » de la C. G. T., mais elle en révèle tout de suite l'aspect jusqu'ici caché de totale subordination aux exigences du capital. Le « droit syndical dans l'entreprise » est l'application cohérente de ce **syndicalisme de négociation** que préconise l'opportunisme, mais il démasquera bien plus rapidement et efficacement quelle trahison des intérêts ouvriers il recouvre.

Il se peut donc que l'évolution économique et sociale de la France durant la dernière décennie en fasse un des « chainons faibles » du dispositif impérialiste occidental ou, tout au moins, celui dont les crises à venir peuvent révéler le plus rapidement au prolétariat qu'il ne peut entreprendre sa lutte contre l'ennemi de classe qu'en passant sur le corps des **alliés** que le capitalisme s'est assuré en son propre sein. Révélation d'autant plus probable qu'à la « caricature » gaulliste de leurs réformes, les antigauillistes, les dents serrées, embarrassés et avec mille arguments hypocrites, sont tout de même contraints d'adhérer : ils ont applaudi Edgar Faure comme ils ont accepté la « participation » et voté le « droit syndical dans l'entreprise ».

Bientôt il ne suffira plus aux opportunistes de crier « A bas le pouvoir personnel » pour détourner la lutte ouvrière de ses buts de classe : cette lutte, lorsqu'elle renaitra, trouvera en face d'elle, en un front compact, gaullistes et antigauillistes, majorité et opposition, patrons et dirigeants syndicaux, se donnant étroitement la main et, plus cyniquement et plus ouvertement qu'en mai, s'efforçant d'endiguer une poussée historique qui ne peut atteindre son but qu'en abattant toutes les fractions politiques de la bourgeoisie et tous ses systèmes de gouvernement.

Capital et C.G.T.

« que des Organisations Syndicales ont lancé des mouvements qui n'étaient pas conformes à la lettre des contrats (1). Je suis suffisamment

ment réaliste et je faisais suffisamment confiance à leur bon sens pour savoir qu'il ne pouvait pas en être autrement, tout en le regrettant, et c'est pourquoi nous n'avons jamais rompu le contrat malgré ces coups de canif. »

Les « coups de canif » aux contrats, ce ne sont pas les syndicats, mais les ouvriers qui les ont donnés ; une collaboration de classe aussi éhontée que celle des syndicats avec la Direction étant « quelque chose de relativement nouveau en France » (Dreyfus dit bien), les ouvriers, « surtout au début », ne pouvaient pas prendre suffisamment confiance dans la Direction pour renoncer à toute revendication.

Quand les inconvénients de l'économie de marché se sont manifestés, ils ont « lancé des mouvements » qui n'étaient pas prévus dans les contrats, c'est-à-dire qu'ils ont refusé de supporter seuls ces inconvénients. Dreyfus l'a « regretté », mais il n'a pas rompu les ponts parce qu'ils est un « réaliste », c'est-à-dire par ce qu'il sait que même les directions syndicales les plus soucieuses d'« alder à la bonne marche des entreprises » n'ont pas le pouvoir d'étouffer toute résistance des ouvriers aux exigences du capital. Ne valait-il pas mieux des petites grèves symboliques d'une heure ou deux que de grandes explosions ? Les directions syndicales pouvaient-elles « faire autrement » pour éviter une vé-

(Suite de la première page) ritable lutte de classe que leur « bon sens » réprouvait ? Non. Le rusé P.D.G. le reconnaît, et il poursuit :

« Puis, il y eu le tournant de mai-juin. Nous avons été amenés à prendre des engagements à cause de la situation générale en France, des engagements qui, comme je vous l'ai souvent dit, étaient trop lourds... pour l'entreprise. Nous l'avons accepté parce qu'il n'était pas possible de faire autrement... Nous avons marqué... que malgré la secousse de mai... nous continuons de faire confiance à l'esprit qui avait régné à la Régie depuis de longues années. »

Ici, un aveu précieux : quand les ouvriers s'unissent tous dans la lutte, quand ils entreprennent de défendre leurs intérêts, au lieu de ménager ceux de « leurs » entreprises, la « situation générale » se renverse, et le patronat est obligé de céder. Mais comment ne réverrait-il pas d'un retour à « l'esprit qui avait régné depuis de longues années » non seulement à la Régie, mais dans toute la France ? Comment ne mettrait-il pas tout son espoir dans les syndicats collaborateurs pour rétablir cet esprit, c'est-à-dire pour faire accepter aux ouvriers dans l'intérêt supérieur de l'entreprise, les cadences épuisantes, les journées de travail trop longues, voire, en cas de besoin,

les licenciements ? Seulement, après Mai, rien ne va plus :

« Mais je constate qu'il y a eu un dérapage... D'abord vous avez l'air de penser, en tous les cas vous l'écrivez jour après jour depuis des semaines, que nous pouvons, en cette fin d'année, donner des avantages nouveaux considérables au personnel. Je crains que certains en parlent un peu légèrement et n'aient pas fait le compte de ce que coûte chacune des revendications. Et là, je dis que croire au Père Noël, c'est une chose dangereuse. Vous avez essayé de mettre dans la tête de tout le monde dans cette maison que l'on pouvait avoir la lune. Eh bien on ne peut pas l'avoir ! »

« Et il y a eu un second dérapage qui est très grave à mon avis. Vous avez pensé que c'était une bonne manière de préparer les conversations en vue d'un accord que de lancer un mouvement de grève générale dans les usines et il n'a pas dépendu de vous qu'il ne soit pas encore plus grand, encore plus fort. Eh bien non !... Pour que vous teniez vos engagements, il ne faut pas que, préalablement, vous ayez mis dans la tête de tout le monde à la Régie qu'on peut demander la retraite à 60 ans, la mensualisation pour tous, etc., etc., c'est-à-dire des milliards. »

(Suite en page 4)

VIENT DE PARAITRE :

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- Les grandes leçons d'Octobre 1917.
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie.
- L'économie russe de la révolution à nos jours.

La brochure de 188 pages : 9 F.

En vente dans les principaux kiosques et librairies ou à l'adresse du « Prolétaire ».

PERMANENCES A MARSEILLE

Samedi 8 février

Samedi 22 février

de 17h.30 à 20h.

au siège du journal

7, cours d'Estienne d'Orves

(4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

(1) Dans ces contrats, une clause stipule que les organisations syndicales et patronales s'engagent à ne pas recourir à la grève ou au lock-out, sans avoir préalablement épuisé toutes les possibilités de discussion. En somme, c'est la grève avec préavis, c'est-à-dire, le renoncement à toute grève sérieuse !

Réunion générale du parti

Nous donnons ci-dessous le compte-rendu sommaire de la réunion générale du parti, qui s'est tenue le samedi 28 et le dimanche 29 décembre 1968, à Marseille.

COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL

Le premier exposé de la réunion a été consacré, dans la ligne de nombreuses réunions antérieures, à une étude du cours de l'impérialisme mondial. Pour des raisons que tous ceux qui connaissent les conditions difficiles dans lesquelles se développe le travail de notre Parti comprendront aisément, cet exposé se limita à l'impérialisme américain, les données numériques dont nous disposons s'arrêtant malheureusement à 1966. L'étude documentée du cours d'impérialismes mineurs (U.R.S.S., Allemagne, Angleterre, Japon, France, Italie), qui exige un nouveau long travail de dépouillement des statistiques, fera l'objet de réunions ultérieures. La limitation de l'étude aux U.S.A. pour la réunion de fin d'année se justifiait d'ailleurs amplement par la prédominance écrasante de la puissance mondiale du capital financier, industriel et commercial de l'Amérique du Nord, puissance qui a constitué un « empire sans frontières » avec lequel aucun autre ne peut même songer à rivaliser.

Dans l'introduction, le rapporteur a comme il se doit souligné la différence capitale que présente à nos yeux le monde impérialiste issu de la seconde guerre mondiale si on le compare à celui que décrivent Lénine et Boukharine avant et pendant la première guerre mondiale : si à cette époque, ce monde apparaissait divisé entre des puissances de forces sans doute diverses, mais comparables, aujourd'hui il est tout entier placé sous la domination du géant américain qui, dans la seconde moitié du siècle, mérite cent fois le qualificatif infamant que Marx décerna à l'Angleterre capitaliste du siècle dernier de « despote du marché mondial ».

Cette prédominance fut illustrée de façon extrêmement frappante par une étude numérique détaillée de la monopolisation des matières premières par les U.S.A., qui eut le mérite de ne pas se limiter aux rubriques traditionnelles du charbon, du fer et de l'acier, mais d'englober les données relatives à d'autres matières premières auxquelles la technique moderne a donné une importance insoupçonnable au siècle dernier, à savoir la bauxite, le nickel, le manganèse, le chrome, le cuivre, le pétrole. Cette étude permit aux auditeurs de mesurer non seulement la puissance intrinsèque de l'industrie américaine, mais — chose plus importante — son étroite dépendance à l'égard du monde entier (fait indubitablement révolutionnaire) et donc le caractère planétaire de ses intérêts impérialistes, ses fournisseurs de matières premières vitales se trouvant répartis dans tous les continents, du Canada au Venezuela (charbon et fer), du Brésil à la Guinée, au Ghana, à l'Indonésie et à la Malaisie (bauxite) ; du Mexique ou de l'Égypte et du Congo à l'Inde (manganèse) ; de la Corée et de la Birmanie au Portugal et à la Bolivie (chrome). Le fait que les États-Unis consomment rien moins que 40 % du nickel utilisé dans le monde à eux seuls, et sont contraints d'importer 92 % des quantités qu'ils emploient permet d'élucider un fait politique d'importance, à savoir l'irréductible hostilité du gouvernement américain à la « révolution » et à la république castristes, car il se trouve que Cuba est le principal producteur de nickel au monde ; le coup d'État castriste n'a pas « révolutionné » la société cubaine, mais il a coupé « la rou-

te du nickel » aux U.S.A., chose beaucoup moins pardonnable à leurs yeux que les fameuses livraisons de sucre à l'U. R. S. S. dont on a tant parlé. S'appuyant sur l'évolution des prix pratiqués sur le marché mondial, le rapporteur a également illustré la tendance à la baisse du prix des matières premières extraites des pays sous-développés, qui contraste avec la hausse du prix des produits finis provenant des pays développés. Ces derniers, avec l'impérialisme américain à leur tête, utilisent leur position de monopole pour faire payer aux premiers le maintien de taux de profit élevés.

La seconde et plus ample partie de l'exposé fut consacrée à ce qui constitue le chapitre le plus important de toute étude de l'impérialisme (Cf l'ouvrage classique de Lénine) : l'exportation du capital financier. Les données concernaient l'ensemble des exportations de capitaux, mais l'analyse se concentra surtout sur les capitaux privés. Si l'on considère les données de 1957, on peut distinguer dans l'immense empire américain un « empire propre », représenté par le Canada et l'Amérique latine, qui absorbe les 68 % du capital yankee exporté, et un « empire par extension » couvrant l'Europe occidentale, la plupart des pays d'Asie, l'Afrique et jusqu'à l'Océanie, qui n'en absorbe encore que les 32 %. Si l'on considère la situation moins de dix ans plus tard, en 1965, que constate-t-on ? L'« empire propre » n'absorbe plus que les 54 % du capital américain exporté, tandis que l'« empire par extension » en absorbe 46 pour cent, sans dans lequel l'évolution s'est poursuivie et se poursuivra sans aucun doute.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon que la distinction entre les traditionnelles chasses gardées de l'impérialisme américain et les « grandes nations » si fières de leur passé, de leur puissance et de leur « souveraineté nationale » comme le sont les principaux pays d'Europe, pour ne rien dire des ex-colonies d'Afrique et d'Asie, tend à s'atténuer ? Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'à moins de révolution sociale, c'est le monde entier qui est potentiellement condamné à devenir la colonie de l'hyppocrite démocratie anti-colonialiste des U. S. A. ? S'il y a des chiffres qui illustrent de façon saisissante cette poussée expansionniste du capital américain hors de l'« empire propre » que l'U. R. S. S. elle-même lui reconnaît volontiers, ce sont bien ceux de l'augmentation des capitaux exportés de 1957 à 1965, qui pour l'« empire propre » est de 51 %, mais bel et bien de 181 % pour le « monde libre », et même de 234 % pour l'orgueilleuse Europe !

Des autres tableaux présentés et commentés avec autant de patience que de clarté, ressortait une autre caractéristique capitale du cours de l'impérialisme américain ou, si l'on nous permet cette expression, une autre caractéristique typique de son « comportement », qui est inhérente à l'impérialisme moderne en général, pour des raisons non pas subjectives, mais objectives, et se confondant avec les lois mêmes qui régissent l'économie capitaliste. Ces tableaux individuellement, en effet, que les profits des capitaux américains placés dans les pays sous-développés (industries d'extraction ou même de transformation) étaient régulièrement rapatriés pour être réinvestis précisément dans les pays avancés. Cela revient à dire que la reproduction du capital américain dans les pays à l'égard desquels il prétend exercer « les responsabilités de la puissance », tend à être une reproduction simple, alors que dans les pays avancés il s'agit bel et bien d'une reproduction continuellement élargie. Ce seul fait suffit à ruiner le mythe de la mission « civilisatrice » de la grande

Amérique (qui par « civilisation » entend, bien entendu, la généralisation des rapports modernes, capitalistes de production et d'oppression) et à prouver que le prolétariat n'a pas à compter sur l'impérialisme même seulement pour le décharger d'une partie de la lourde mission historique qui lui incombera lorsqu'il aura pris révolutionnairement le pouvoir, à savoir la réalisation de la modeste « modernisation » sans laquelle les pays encore plongés dans la barbarie des rapports de production pré-capitalistes ne peuvent même seulement commencer une transformation socialiste de l'économie.

Laisser croupir les pays pré-capitalistes et se précipiter dans ceux qui « éclatent » déjà de pléthore industrielle est une des mille manifestations de l'irrationalité du mode capitaliste de production, mais elle est parfaitement conforme à la loi du profit : en effet, si les pays où le capital américain rapatrie la presque totalité de ses profits sont ceux où le taux de ce profit est, en raison de la faible teneur de vie des prolétaires, le plus haut, tandis qu'il est le plus bas (à cause d'une composition organique du capital plus élevé et d'un niveau de vie moins misérable), dans ceux où il procède à une reproduction élargie, les premiers sont aussi des zones auxquelles manque toute l'« infrastructure économique » (routes, réseau ferré, ports, télécommunications, instituts de recherche scientifique, barrages, etc.) dont sont largement pourvus les pays avancés, et dont l'édification excéderait les possibilités du capital privé (même américain) et, même avec l'in-

tervention de l'Etat, augmenterait à tel point les frais généraux d'exploitation que le taux de profit du capital tomberait au-dessous du niveau européen.

A une telle puissance économique, à une telle force d'expansion financière, il faut, selon la logique des contradictions capitalistes, une puissance militaire de même ampleur. Les chiffres présentés par le rapporteur sont éloquentes : plus de 50 % du budget d'Etat sont absorbés par le département de la défense, ce qui, en valeur absolue, représente des sommes supérieures à celles qui étaient dépensées par les U. S. A. en 1944, c'est-à-dire en pleine guerre impérialiste, pour l'entretien de leurs armées et leur armement. Si l'on songe qu'1/9 du produit national brut est ainsi dilapidé, qu'1/8 de la « libre » main-d'œuvre salariée américaine vit de la production d'engins de destruction, on mesure toute l'inanité des réveries pacifistes et la valeur prophétique du jugement de Rosa Luxembourg qui, dans son ouvrage de 1911 *L'accumulation du capital*, affirmait que le militarisme, plus encore qu'un simple instrument de l'impérialisme moderne tendrait à devenir un secteur privilégié et d'importance croissante d'investissement et de mise en valeur du capital.

Comment l'ex-colonie de l'Angleterre est-elle parvenue à une position d'hégémonie telle que le monde n'en a jamais connue de pareille ? Chacun sait l'avantage que lui a donné au départ le fait que le capitalisme s'y est développé dans un terrain vierge qui lui a épargné la

longue lutte qu'a dû conduire le capitalisme européen pour détruire les entraves que les résidus des rapports pré-capitalistes de production opposaient à son impétueuse expansion. Tout le monde sait également, que sa fortune actuelle, l'impérialisme américain la doit surtout à l'épuisement de l'Europe par deux guerres mondiales désastreuses. Le prolétariat évalue à sa juste importance le pire résultat de sa renonciation à sa propre mission historique qui était d'opposer sa guerre civile de classe à la seconde comme à la première guerre impérialiste mondiale : la croissance monstrueuse de la pire force de conservation sociale de l'histoire, le super-gendarme contre-révolutionnaire des U.S.A. Pourtant, même ce résultat historique désastreux ne saurait entamer sa foi dans la future victoire de la lutte pour le communisme : le colosse a des pieds d'argile puisque sa force et sa superbe dépendent entièrement de la stabilité sociale, c'est-à-dire de la résignation ou des illusions réformistes des exploités, non seulement aux U. S. A. eux-mêmes, mais dans le monde entier.

Le prolétariat sait bien que, lorsqu'il reprendra la lutte révolutionnaire, il lui faudra compter avec le super-garde blanc yankee, un garde blanc auprès duquel pâlissent toutes les Saintes Alliances du passé, mais il sait aussi qu'en ébranlant l'économie du capitalisme européen, ce n'est pas seulement la bourgeoisie d'Europe qu'il frappera au cœur, mais incrétement également celle des U. S. A. qui, se soumettant tout le reste du monde bourgeois, s'est dans la même mesure rendue dépendante de lui et se trouve donc promise au même destin que les puissances mineures : l'effondrement de toute sa puissance et de tout son infâme orgueil impérialiste dans le gigantesque séisme de la révolution du prolétariat.

(Suite au prochain numéro)

Terreur et crétinisation "spatiales"

Coincidant avec la Noël, occasion traditionnelle d'une débauche de rhétorique pacifiste, le vol d'Apollo 8 a démontré que l'intérêt scientifique et à plus forte raison humain des entreprises spatiales était nul. Il a confirmé, s'il en était besoin, que la conquête du Cosmos (qui n'est ni celle du « savoir », ni celle d'une humanité assaillie de mille problèmes, mais celle de grandes puissances poursuivant des buts de propagande) n'était que la conquête d'un néant glacé, d'un vide sans fond et d'un monde de ténacité irréel. Cela ne signifie pourtant pas qu'elle soit dénuée de signification. Tout d'abord, la conquête de l'espace est sans aucun doute une conquête de l'affairisme bourgeois qui non seulement en tire de somptueux profits, mais qui trouve dans les espaces sidéraux le champ d'expansion rêvé pour les capitaux pléthoriques dont, sur terre, l'accumulation est freinée par tant d'obstacles. En second lieu, c'est une conquête de la technique d'intimidation militaire mille fois supérieure aux bombes A et H, armes de « dissuasion » désormais préhistoriques. Enfin, c'est une conquête incomparable dans l'art du bourrage de crânes, d'autant plus précieuse que la crétinisation du genre humain est le lubrifiant indispensable de la machine à produire le profit.

Dans la propagande spatiale, l'intimidation et l'abêtissement se conditionnent mutuellement de la même manière que se sont mutuellement conditionnés la terreur et le pacifisme tout au cours de la domination bourgeoise. Aujourd'hui que la fascination magique exercée par l'« héroïque expédition » des cosmonautes américains hors de l'atmosphère terrestre s'est dissipée, que reste-t-il dans les cerveaux des milliards d'hommes qui, à Noël, béalent d'admiration devant leurs télévisions ? Une angoisse terrifiée devant des machines parfaites qui peuvent aussi bien fonctionner comme « pacifiques » fusées interplanétaires que comme

missiles intercontinentaux manœuvrables à volonté pour l'anéantissement d'un Etat adverse, ou de la classe ennemie. Maintenant que le rêve d'évasion loin de cette « vallée de larmes » s'est envolé, que reste-t-il dans la conscience des spectateurs ? La nette impression que la planète tout entière n'est pas seulement couverte d'un réseau d'espionnage épiant le monde au profit des Grands, mais entourée d'un gigantesque faisceau de tentacules monstrueux capable de transmettre à chaque instant les ordres de n'importe quel général à une armée cantonnée dans n'importe quel pays ; le sentiment clair que si des milliards et des milliards ont été engloutis dans la plus absurde des recherches scientifiques, ce n'est pas seulement en vue de profits fabuleux, mais pour faire progresser l'industrie de guerre qui est aujourd'hui un des secteurs vitaux de l'accumulation capitaliste, et en même temps l'arme principale de la terreur que la classe dominante exerce non seulement sur les Etats rivaux du sien, mais sur les classes opprimées.

Si le super-gendarme du monde, les États-Unis, a choisi précisément la Noël pour faire étalage de sa puissance et montrer qu'il n'avait pas le « retard technologique » auquel quelques expériences manquées pouvaient faire croire, ce n'est pas par hasard. Cela a permis aux cosmonautes de réciter quelques versets de la Bible devant les foules invitées à adorer le sym-

bole de la technique tournant dans les cieux, c'est-à-dire à invoquer la paix au moment précis où l'image à peine volée de l'horreur de la guerre future leur faisait passer un frisson dans le dos. Pourquoi s'en étonner ? Les propagandistes du progrès (idéologie purement capitaliste) ont toujours cultivé la peur de la mort, d'où la religion tire son opium en même temps que l'espérance en la vie,

(Suite en page 4)

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1969 LISTE N° 1

François 1 ; Arthur 8,50 ; François 1,88 ; X 2 ; Emile soutien 15 ; Claude, soutien 10 ; Paris 383,50 ; Emile 80 ; Au local 29,82 ; Mila 10 ; Carla 10 ; Ingrid 10 ; Fiorenzo 10 ; R et R 80 ; Au local 16 ; Réunion générale, 1.222 ; Au local 173,31 ; Réunion publique Paris 192 ; Section Paris 198 ; S. 70 ; Alain soutien 5 ; Théo, soutien 5 ; Jean-Jacques, soutien 10 ; Jean soutien 17 ; Alger 150 ; Lyon 100 ; Gino 85 ; G.G. 10 ; Magali 10 ; Lucien 20 ; X. 5 ; Paul, soutien 15 ; Martine soutien 5 ; Michel soutien 5 ; Paul, soutien 10 ; Michel, soutien 5 ; Paul, soutien 5 ; Anonyme 6,50 ; Rosa 5 ; Giorgio, soutien 15 ; Lodeve rouge 20.

Total liste n° 1 : 3.078,03.

RÉUNION PUBLIQUE

A MARSEILLE

communisme et parlementarisme

Le dimanche 16 février à 9 h.

au siège du "Prolétaire"

7, Cours d'Estienne d'Orves (4ème étage)

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 60 (décembre 1968) inclus.

Prix : 45 F. (y compris les frais d'expédition)

PROLÉTARIAT et CLASSES moyennes

(Suite de la première page)

le peuple, en union avec toutes les classes moyennes, non seulement elle ne remporte pas de victoires réelles, mais ses espérances illusives sont immanquablement déçues. Tant que la classe ouvrière partage l'idéologie de patrie, de démocratie, de conciliation des classes et l'émancipation sans révolution qui est le propre des classes moyennes, il lui faut aussi partager leur sort, qui est de toujours plier devant le Capital. Le P. C. F. en est donc réduit à répéter une litanie non moins odieuse aujourd'hui qu'hier, mais beaucoup plus pitoyable parce que la lutte récente, parce que l'expérience toute fraîche en dévoile le mensonge et la sottise. « Toutefois, ce qui a manqué en mai-juin pour en finir avec le pouvoir gaulliste en tant que pouvoir des monopoles (NDR), et en tant que quoi d'autre pourrait-on le considérer ?... c'est l'existence d'une véritable alliance entre la classe ouvrière, les couches sociales progressistes et anti-monopolistes des villes et des campagnes ». En réponse à la muette question des fidèles, le curé marmonne toujours le même latin ! Mais précisément du point de vue de « la lutte contre le gouvernement des monopoles » quelle « alliance » plus « véritable » pourra-t-elle jamais se retrouver que la conjonction de fait du mécontent explosif d'une large fraction des classes moyennes qui s'est manifesté en mai et du mécontentement ouvrier. Si la loi de la révolution moderne, c'est-à-dire prolétarienne et socialiste, n'est pas la division du peuple mais son union ; si elle n'est pas la terrible lutte d'une seule classe ; si elle est fautive que « toutes les couches moyennes ne se grouperont sans doute jamais plus d'une façon assez exclusive autour du prolétariat pour qu'en contre-partie le parti réactionnaire rassemblé autour de la bourgeoisie disparaisse à peu près complètement » (Engels, introduction de 1895 à *La lutte de classes en France*) ; si elle est au contraire une nouvelle révolution populaire, d'unanimité populaire comme AVANT JUIN 1848, d'où vient que les barricades vous aient-elles semblé si grotesques ? Les barricades sont en effet grotesques en 1968, mais c'est précisément parce que la révolution d'unanimité populaire est morte et enterrée définitivement, parce que la révolution moderne ne triomphera pas sans un combat acharné, parce que la Bourgeoisie ne restera jamais complètement seule face au prolétariat, parce qu'elle n'abandonnera jamais le pouvoir qu'on ne l'y ait contrainte par les armes. Les barricades qui furent (nous a appris Engels que vous citez, mais bafouez sans mesure), l'arme défensive suffisante des révolutions bourgeoises d'unanimité populaire n'étaient déjà plus qu'une héroïque folie dans la révolution purement prolétarienne de Juin 1848. La révolution prolétarienne moderne est offensive, où ELLE N'EST PAS. Mais vous qui êtes sans savoir, mais surtout sans principes, sans conscience, vous exploitez en même temps les évidences accessibles à tous et les espoirs insensés du plus grand nombre : vous accablez de vos sarcasmes et de vos cris d'horreur la Barricade qui n'est jamais que le symbole de la tactique défensive de la Révolution

populaire, mais vous proclamez quelque chose de cent fois pire que la « révolution défensive » : la révolution PACIFIQUE. Vous rétablissez pieusement dans l'introduction d'Engels plus haut citée, le passage que les sociaux démocrates allemands y avaient indignement coupé, mais retournant mot pour mot la citation, plus haut reportée, et confirmée par le sang de tous les prolétaires tombés sous les balles DES CLASSES MOYENNES DE 1848 A AUJOURD'HUI, vous écrivez sans rire, canailles : « Car si la révolution par la voie pacifique devient possible ce n'est pas parce que la classe dirigeante bourgeoise serait disposée à renoncer de son plein gré au pouvoir, MAIS PARCE QUE LES CONDITIONS NOUVELLES peuvent permettre A LA CRISE OUVRIÈRE DE GAGNER LA MAJORITE du peuple, c'est-à-dire de RASSEMBLER DANS L'ACTION UNE SUPERIORITE DE FORCE Telle que la bourgeoisie, ISOLEE, NE SOIT PLUS EN ETAT DE RECOURIR A LA GUERRE CIVILE. »

La « véritable alliance » entre la classe ouvrière et les classes moyennes telle que le P. C. F. la conçoit, n'est pas seulement une ignoble négation de la lutte de classe comme bien des prolétaires l'ont parfaitement senti QUAND ON LES APPELAIT A ALLER ELIRE DES DEPUTES en pleine grève générale ; c'est quelque chose qui ne se réalisera jamais. Lorsque le gouvernement organisa les élections, non parce qu'il cédait aux instances du P. C. F., mais parce qu'il ne voyait pas de meilleur moyen de rétablir son autorité « en tant que gouvernement des monopoles », il voyait juste ! A son appel, négligeant tout à fait de se conformer à cet anti-monopolisme irréductible, à ce démocratisme farouche que la propagande du P. C. F. dans la classe ouvrière leur attribuait, « les couches sociales des villes et des campagnes victimes des monopoles », c'est-à-dire tous ces paysans, ces boutiquiers, ces intellectuels et ces cadres courtisés pendant tant d'années par le P. C. F. votèrent massivement, sinon en totalité, contre le prolétariat gréviste, contre les désordres, pour la sauvegarde des intérêts français sur le marché international, bref pour ce même « pouvoir des monopoles » contre lequel, hier encore, ils grognaient. Terrifiées par les démonstrations de force de l'Etat, mais plus encore par la grève générale prolétarienne, les classes moyennes si chères au P. C. F. se sont donc serrées peureusement, une fois de plus, autour de l'Exécutif, du chef providentiel, de la Bourgeoisie.

Le P. C. F. refuse d'admettre que « la classe dirigeante bourgeoise » ait changé de nature, mais il fonde toute sa politique, toute sa grande « perspective » sur ce postulat que celle des classes moyennes pourrait changer. Le socialisme scientifique commence là où cette illusion imbécile finit. Le Manifeste communiste n'a pas à être révisé : « Les classes moyennes... combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat ; elles défendent alors leurs intérêts futurs, et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »

Mais malheur au prolétariat qui abandonne son propre point de vue pour se placer à celui des classes moyennes, car il signe l'arrêt de mort de tout espoir d'émancipation.

(Suite de la page 2)

Ici, le « réalisme » de M. Dreyfus l'abandonne. Il ne reconnaît plus ces syndicats qui s'étaient engagés à « assurer la bonne marche de l'entreprise » et avaient jusqu'ici respecté leurs engagements ! Les grèves-bidon qui, avant Mai, lui paraissaient des « nécessités regrettables » lui semblent maintenant autant d'étincelles dans un baril de poudre. Il accuse les syndicats d'imprudences. Quoi, les voilà qui se mettent à agiter de vieilles revendications oubliées, mais inscrites dans leur plateforme depuis la conclusion de l'accord d'entreprise Renault, telles que la mensualisation pour tous et la retraite, au moment précis où il faudrait rappeler les ouvriers à la « raison » et parler un peu chiffres avec eux ? M. Dreyfus ne s'était jamais offusqué jusque-là de ces revendications en elles-mêmes modestes, mais il s'alarme dès le moment où les ouvriers semblent vouloir les prendre au sérieux. Si les ouvriers « demandent la lune » en croyant n'émettre que des prétentions raisonnables, c'est précisément parce que pendant tant d'années les directions syndicales et le P. C. F. leur ont dit et répété qu'un progrès social illimité était possible dans les cadres de l'économie de marché, sous la domination de l'Etat capitaliste, de façon pacifique, sans Révolution. Bien sûr que c'était les inciter à « croire au Père Noël » ! Ce que M. Dreyfus ne comprend pas bien, c'est que si les ouvriers ne croyaient pas aux contes bleus de l'opportunisme, toute collaboration de

classe deviendrait impossible ! Ce qu'il ne comprend pas non plus, c'est qu'après l'explosion de colère des ouvriers de Renault et d'ailleurs contre les Seguy et consorts, ceux-ci ne peuvent pas garder leur contrôle sur les masses en leur disant tout crûment, comme de simples P. D. G. : « Vous croyez qu'on peut avoir la Lune ? Eh bien, on ne peut pas l'avoir ! ». En dépit de sa perplexité, Dreyfus n'a pas perdu toute confiance dans les syndicats : vous, leur dit-il, « et moi qui ait toujours cru depuis 13 ans à la nécessité d'avoir des interlocuteurs syndicaux, qui ne me lamentent pas de la force des syndicats parce que je veux avoir en face de moi des gens responsables, nous n'allons pas d'un seul coup changer de mentalité ». Il a raison : les syndicalistes collaborateurs ne redeviendront jamais des militants du prolétariat, c'est-à-dire du socialisme ; les ouvriers peuvent l'en croire, et ils ont intérêt à s'en convaincre ! Mais l'appel est bien clair : débarassez-vous et débarrassez-nous donc des irresponsables, c'est-à-dire des ouvriers décidés à défendre leurs intérêts de classe ! La conclusion ne l'est pas moins : « Tant que le climat ne sera pas changé, aucune discussion ne sera possible ni intéressante. Vous ne pourrez pas tenir vos engagements... dans l'atmosphère que vous avez créée (!!! NDR) même si vous le voulez ». De deux choses l'une : ou les syndicats sont capables de rétablir un climat de collaboration de classe, ou ils ne le sont pas. Dans ce cas, on n'a plus besoin d'eux.

Dreyfus confirme notre position de Parti : la reconnaissance officielle du syndicalisme implique son asservissement complet aux intérêts du capital.

★

Pour Dreyfus et pour le Capital en général, pour les syndicats collaborateurs, la grande question de l'heure est de savoir s'ils pourront ou non s'accorder à nouveau pour le plus grand bien de la « production et de la vente des marchandises », voitures Renault et autres. Pour la classe ouvrière, la grande question est de savoir si oui ou non elle est prête à défendre ses intérêts, si oui ou non elle entend laisser ses organisations dans les mains des collaborateurs, dans les mains des opportunistes dont le capital reconnaît ouvertement les bons services. Voilà la grande question que Mai a posée. Syndicalisme jaune ou syndicalisme rouge ?

Tel est désormais le dilemme. Les capitalistes voudraient faire croire qu'ils ne sont capitalistes que « dans l'intérêt des ouvriers ». Les « syndicalistes », « socialistes » et « communistes jaunes » voudraient faire croire que, pour les esclaves salariés que nous sommes, la juste politique n'est pas de détruire l'esclavage, mais d'enrichir le maître pour qu'il ait quelque chose à nous jeter, pour que nous devenions des esclaves heureux ! Pendant vingt ans, depuis la fin de la guerre, le maître s'est enrichi, et les esclaves se sont bercés de ce servile espoir. A la Régie Renault, jamais le capital productif n'a été aussi considérable ; Flins, Cléon, Sandouville, l'absorption de la Savienne, que de milliards et de milliards arrachés à notre travail, que de nouvelles sources de profit en perspective ! Et pourtant, jamais l'exploitation n'a été aussi intense. De l'aveu même des directions syndicales, de 1958 à 1968, en dix ans de politique de « bon sens » servile, le pouvoir d'achat moyen d'un O. S. a baissé d'environ 10 %. Avec l'octroi de la fameuse « 4ème semaine » de congés payés, la Régie a perdu par ouvrier environ 48 heures de travail par an, mais en faisant voter l'acceptation de heures supplémentaires, les syndicats lui en avaient fait gagner 8 par semaine d'ouvrier, par rapport à 1936. Même avec seulement 54 semaines, cela lui fait donc 472 heures par an et par ouvrier de gagnées : belle conquête « ouvrière » ! A la moindre revendication, la Direction crie que nous « demandons la lune ». Tout ce que les CGT - CFDT - FO trouvent à dire, dans cette situation, c'est, comme dans leur tract commun du 17 décembre : « Les trois organisations sont particulièrement soucieuses de voir la Régie assurer sa place sur le marché, mais en aucun cas, cette prospérité ne peut se faire sur le dos de ceux qui assurent ces richesses ». Tout ce qu'elles trouvent à faire quand le P. D. G. Dreyfus « refuse de discuter », c'est d'aller se plaindre au... Ministère des Affaires sociales, organe de l'Etat capitaliste. Cela suffit. A bas les endormeurs qui veulent nous faire croire qu'on peut défendre à la fois l'économie de marché et la cause ouvrière ! A bas les jaunes qui tremblent comme des bourgeois devant la menace du socialisme futur !

Nous, nous voulons :

L'unité pour la lutte, non pour la collaboration !

La réduction immédiate de la journée de travail, seule riposte à l'augmentation des cadences et de la productivité.

L'augmentation générale des salaires non indexés sur la productivité et un salaire plus élevé pour les catégories les plus basses !

Le salaire intégral aux chômeurs !

De quoi aurions nous peur ? Le Socialisme est notre cause ! Ce n'est pas à nous de trembler devant la Révolution sociale !

Capital et C.G.T.

(Suite de la page 2)

Ici, le « réalisme » de M. Dreyfus l'abandonne. Il ne reconnaît plus ces syndicats qui s'étaient engagés à « assurer la bonne marche de l'entreprise » et avaient jusqu'ici respecté leurs engagements ! Les grèves-bidon qui, avant Mai, lui paraissaient des « nécessités regrettables » lui semblent maintenant autant d'étincelles dans un baril de poudre. Il accuse les syndicats d'imprudences. Quoi, les voilà qui se mettent à agiter de vieilles revendications oubliées, mais inscrites dans leur plateforme depuis la conclusion de l'accord d'entreprise Renault, telles que la mensualisation pour tous et la retraite, au moment précis où il faudrait rappeler les ouvriers à la « raison » et parler un peu chiffres avec eux ? M. Dreyfus ne s'était jamais offusqué jusque-là de ces revendications en elles-mêmes modestes, mais il s'alarme dès le moment où les ouvriers semblent vouloir les prendre au sérieux. Si les ouvriers « demandent la lune » en croyant n'émettre que des prétentions raisonnables, c'est précisément parce que pendant tant d'années les directions syndicales et le P. C. F. leur ont dit et répété qu'un progrès social illimité était possible dans les cadres de l'économie de marché, sous la domination de l'Etat capitaliste, de façon pacifique, sans Révolution. Bien sûr que c'était les inciter à « croire au Père Noël » ! Ce que M. Dreyfus ne comprend pas bien, c'est que si les ouvriers ne croyaient pas aux contes bleus de l'opportunisme, toute collaboration de

classe deviendrait impossible ! Ce qu'il ne comprend pas non plus, c'est qu'après l'explosion de colère des ouvriers de Renault et d'ailleurs contre les Seguy et consorts, ceux-ci ne peuvent pas garder leur contrôle sur les masses en leur disant tout crûment, comme de simples P. D. G. : « Vous croyez qu'on peut avoir la Lune ? Eh bien, on ne peut pas l'avoir ! ». En dépit de sa perplexité, Dreyfus n'a pas perdu toute confiance dans les syndicats : vous, leur dit-il, « et moi qui ait toujours cru depuis 13 ans à la nécessité d'avoir des interlocuteurs syndicaux, qui ne me lamentent pas de la force des syndicats parce que je veux avoir en face de moi des gens responsables, nous n'allons pas d'un seul coup changer de mentalité ». Il a raison : les syndicalistes collaborateurs ne redeviendront jamais des militants du prolétariat, c'est-à-dire du socialisme ; les ouvriers peuvent l'en croire, et ils ont intérêt à s'en convaincre ! Mais l'appel est bien clair : débarassez-vous et débarrassez-nous donc des irresponsables, c'est-à-dire des ouvriers décidés à défendre leurs intérêts de classe ! La conclusion ne l'est pas moins : « Tant que le climat ne sera pas changé, aucune discussion ne sera possible ni intéressante. Vous ne pourrez pas tenir vos engagements... dans l'atmosphère que vous avez créée (!!! NDR) même si vous le voulez ». De deux choses l'une : ou les syndicats sont capables de rétablir un climat de collaboration de classe, ou ils ne le sont pas. Dans ce cas, on n'a plus besoin d'eux.

Dreyfus confirme notre position de Parti : la reconnaissance officielle du syndicalisme implique son asservissement complet aux intérêts du capital.

★

Pour Dreyfus et pour le Capital en général, pour les syndicats collaborateurs, la grande question de l'heure est de savoir s'ils pourront ou non s'accorder à nouveau pour le plus grand bien de la « production et de la vente des marchandises », voitures Renault et autres. Pour la classe ouvrière, la grande question est de savoir si oui ou non elle est prête à défendre ses intérêts, si oui ou non elle entend laisser ses organisations dans les mains des collaborateurs, dans les mains des opportunistes dont le capital reconnaît ouvertement les bons services. Voilà la grande question que Mai a posée. Syndicalisme jaune ou syndicalisme rouge ?

Tel est désormais le dilemme. Les capitalistes voudraient faire croire qu'ils ne sont capitalistes que « dans l'intérêt des ouvriers ». Les « syndicalistes », « socialistes » et « communistes jaunes » voudraient faire croire que, pour les esclaves salariés que nous sommes, la juste politique n'est pas de détruire l'esclavage, mais d'enrichir le maître pour qu'il ait quelque chose à nous jeter, pour que nous devenions des esclaves heureux ! Pendant vingt ans, depuis la fin de la guerre, le maître s'est enrichi, et les esclaves se sont bercés de ce servile espoir. A la Régie Renault, jamais le capital productif n'a été aussi considérable ; Flins, Cléon, Sandouville, l'absorption de la Savienne, que de milliards et de milliards arrachés à notre travail, que de nouvelles sources de profit en perspective ! Et pourtant, jamais l'exploitation n'a été aussi intense. De l'aveu même des directions syndicales, de 1958 à 1968, en dix ans de politique de « bon sens » servile, le pouvoir d'achat moyen d'un O. S. a baissé d'environ 10 %. Avec l'octroi de la fameuse « 4ème semaine » de congés payés, la Régie a perdu par ouvrier environ 48 heures de travail par an, mais en faisant voter l'acceptation de heures supplémentaires, les syndicats lui en avaient fait gagner 8 par semaine d'ouvrier, par rapport à 1936. Même avec seulement 54 semaines, cela lui fait donc 472 heures par an et par ouvrier de gagnées : belle conquête « ouvrière » ! A la moindre revendication, la Direction crie que nous « demandons la lune ». Tout ce que les CGT - CFDT - FO trouvent à dire, dans cette situation, c'est, comme dans leur tract commun du 17 décembre : « Les trois organisations sont particulièrement soucieuses de voir la Régie assurer sa place sur le marché, mais en aucun cas, cette prospérité ne peut se faire sur le dos de ceux qui assurent ces richesses ». Tout ce qu'elles trouvent à faire quand le P. D. G. Dreyfus « refuse de discuter », c'est d'aller se plaindre au... Ministère des Affaires sociales, organe de l'Etat capitaliste. Cela suffit. A bas les endormeurs qui veulent nous faire croire qu'on peut défendre à la fois l'économie de marché et la cause ouvrière ! A bas les jaunes qui tremblent comme des bourgeois devant la menace du socialisme futur !

Nous, nous voulons :

L'unité pour la lutte, non pour la collaboration !

La réduction immédiate de la journée de travail, seule riposte à l'augmentation des cadences et de la productivité.

L'augmentation générale des salaires non indexés sur la productivité et un salaire plus élevé pour les catégories les plus basses !

Le salaire intégral aux chômeurs !

De quoi aurions nous peur ? Le Socialisme est notre cause ! Ce n'est pas à nous de trembler devant la Révolution sociale !

TERREUR

et crétinisation spatiales

(Suite de la page 3)

d'où le pacifisme social tire le sien ! Tantôt ils menacent (« ne bougez pas où vous serez détruits »), tantôt ils consolent en prophétisant que c'est précisément de la Technique poussée à la perfection que surgira demain une solution encore imprévisible aux problèmes sociaux, économiques et politiques qui tenaillent le monde où végète une humanité vidée de toute espérance.

Moscou est parfaitement solidaire avec Washington pour entretenir cette foi stupide dans le pouvoir qu'aurait la Technique de tirer des éprouvettes des laboratoires une humanité nouvelle et fraternelle, quoique toute bardée de fer. Et la bande de leurs partisans serviles emboîte le pas. C'est ainsi que dans le numéro de fin d'année de l'organe du parti « communiste » italien, on pouvait lire que du projet Apollo sortirait un jour « le projet Homme » :

« Jamais plus un pays ne pourra décider une agression que le rigoureux calcul mathématique révélerait comme économiquement désastreuse, réprouvée par le reste du monde et dangereuse pour son prestige ».

A ce compte, les mathématiciens pourraient tout aussi bien rendre la lutte des classes inu-

tile, le calcul intégral faire disparaître les guerres entre Etats, et les calculatrices électroniques convaincre les loups qu'ils gagneraient davantage à se transformer en agneaux ! Ici, le rationalisme bourgeois se transforme en la pire des idéologies contre-révolutionnaires, « L'élaboration de programmes communs au genre humain aura besoin de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi bien nourrie et satisfaite, et peut-être les revendications d'égalité et de liberté sur la terre trouveront-elle alors audience, dans la mesure où aucun obstacle ne viendra plus retarder la réalisation de vastes programmes collectifs. » Ainsi ce sont ses adversaires « socialistes » eux-mêmes qui sacrent désormais la NASA marraïne d'un monde nouveau, organisé au nom de l'égalité sur la base de « vastes programmes collectifs » !

Sur la scène où, depuis des dizaines d'années, elles jouaient la comédie d'une inimitié implacable, se présentant l'une et l'autre comme le Messie venu pour la rédemption du monde, les deux grandes centrales de l'impérialisme s'embrassent maintenant, unies dans une société anonyme intercontinentale de liberté, d'égalité, de paix, de ventres pleins et de consciences tranquilles, ultime édition du « socialisme » !

QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL ? (PROGRAMME COMMUNISTE)

Nous répondons à cette question dans une petite brochure ronéotypée qui expose brièvement les positions du Parti après avoir indiqué les grandes lignes de l'histoire du mouvement communiste.

Prix : 0 fr. 50

Commandes au "Proletaire"

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 376 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.P.P.